

**DOONNEZ-NOUS LA CHANCE DE VOUS FAIRE UNE BONNE PREMIERE IMPRESSION.**  
  
**Dodge CHRYSLER**  
 5742 BOUL. SAINT-JOSEPH BROSSARD  
 822-2424  
 chez **JD**  
 Le client d'abord

# LE SOLEIL

**POUR VENDRE LOUER ACHETER**  
 LES ANNONCES CLASSÉES  
**647-3311**

LUNDI 9 NOVEMBRE 1992

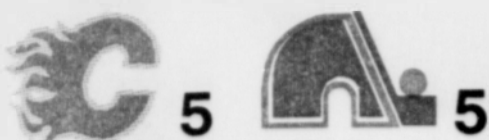
QUÉBEC, 96<sup>e</sup> ANNÉE, NO 310  
46 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.30 4.04

MONTREAL-OTTAWA 60¢ Plus TPS TVQ

50¢ Plus TPS TVQ

LE SPORT



**Les Nordiques laissent filer la victoire**

Un but de Gary Roberts avec 26 secondes à faire au troisième vingt a privé le Fleurdelisé d'une première victoire au cours de leurs quatre dernières parties. **S-1 à S-3**

LA RÉGION

**La CS Louis-Frédette lègue un lourd déficit**

La défunte commission scolaire Louis-Frédette laisse un déficit surprise de 2,3 millions \$ à deux nouvelles commissions scolaires de la Rive-Sud. **A-3**

**La municipalité de Chandler au pied d'un volcan**

Un géologue a découvert une roche issue d'un volcan vieux de 400 millions d'années, sur le flanc du Mont de l'Observatoire, à proximité de Chandler, en Gaspésie. **B-1**

LE QUÉBEC

**Les profs de cégeps opposés à des examens nationaux**

La CSN, qui représente 60 % des profs de cégeps, s'oppose à la création d'un organisme qui serait chargé de faire l'évaluation des enseignants. **A-5**

LE MONDE

**La Colombie proclame l'état d'urgence**

Pour contrer l'intense série d'attaques terroristes en cours en Colombie, le président Gaviria vient de proclamer l'état d'urgence. **A-6**

SANTÉ PLUS

**Des drogues qui rendent plus intelligent?**

Malgré les centaines d'études effectuées sur le sujet, il n'existe aucune preuve que des drogues puissent améliorer le quotient intellectuel des êtres humains. **B-8**

L'AUTOMOBILE

**La Corvette équipée pour affronter l'hiver**

Grâce à un système sophistiqué de contrôle de traction, les puissantes autos-sport de Chevrolet peuvent maintenant circuler par mauvais temps. **C-1**

L'EDITORIAL

**Le mur de la démagogie au Canada anglais**

Des réactions post-référendaires, comme l'appel de Diane Francis à des rétorsions commerciales contre le Québec, sont carrément démagogiques. **A-8**

L'INDEX

Annonces classées	C-6 à C-11
Automobile	C-1 à C-6
Arts	B-5 et B-6
Bridge	C-11
Décès	C-11 et C-12
Éditorial	A-8
Horoscope	C-11
Le monde	A-6, A-9 et A-10
Où aller à Québec	B-6
Québec et l'Est	B-1 à B-3
Santé plus	B-7 et B-8
Une place au Soleil	B-4

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés / mystère	S-14

LA MÉTÉO

**Aujourd'hui:** Ciel ensoleillé avec quelques nuages. Max.: 1; min.: -6



**Demain:** Ennuagement suivi d'un peu de neige légère. Vents est de 15 km-heure. Max.: 1; min.: -2.



Environ 300 000 personnes ont manifesté à Berlin, hier, contre le racisme. Il s'agit du plus grand rassemblement à se tenir en Allemagne depuis ceux de 1989, dans l'ex-République démocratique allemande.

## Manif anti-raciste perturbée à Berlin

Tomates et pierres lancées au président devant 300 000 Allemands

BERLIN (AFP) - Environ 300 000 personnes ont manifesté hier à Berlin pour exprimer clairement leur refus des violences racistes qui minent le pays depuis un an, mais le rassemblement, un des plus importants de l'histoire du pays, a été sérieusement perturbé par des anarchistes.

Pendant 20 minutes, quelques 300 militants d'extrême-gauche qui accusaient les responsables politiques d'avoir eux-mêmes attisé la xénophobie, ont empêché le président Richard von Weizsaecker de prononcer son discours en jetant une volée de pierres, d'oeufs et de tomates sur la tribune où il se trouvait en compagnie du chancelier Helmut Kohl.

Les forces de l'ordre ont dû repousser à coups de matraques les manifestants massés directement devant la tribune. Tendu, M. von Weizsaecker a pris la parole, sous les sifflets et les cris d'« hypocrite, assassin! », entouré d'une haie de policiers brandissant leurs bou-

cliers et protégé par un parapluie pour éviter les oeufs. Un peu plus tôt, des manifestants avaient également jeté des oeufs et conspué le chancelier Kohl au moment où celui-ci se joignait à pied au cortège des manifestants sous la Porte de Brandebourg. Le service d'ordre du chef du gouvernement avait dû l'éloigner promptement.

Le chancelier Kohl a sévèrement condamné ces incidents. « Les violences de la racaille d'extrême-droite et d'extrême-gauche ne cherchent qu'à porter atteinte à la réputation de l'Allemagne », a-t-il dit à des journalistes à l'issue du rassemblement. En dehors de ces incidents spectaculaires, la manifestation, en rassemblant 300 000 personnes selon les estimations de la police, a largement dépassé les prévisions des organisateurs qui attendaient 80 000 participants.

Jamais Berlin n'avait connu une manifestation de cette ampleur depuis le 4 novembre 1989, où plus d'un demi-million de personnes s'étaient rassemblées dans le centre de Berlin-Est pour réclamer l'instauration de la démocratie dans l'ex-RDA.

Pour la première fois depuis la création de la RFA en 1949, les plus hauts responsables politiques allemands avaient appelé la population à sortir de son apathie et à se mobiliser massivement contre la xénophobie pour rassurer l'étranger et prouver la solidité de la démocratie allemande.

Venus de toute l'Allemagne, en train, en car ou en voiture,

les manifestants ont défilé dans les rues de Berlin dans une atmosphère bon enfant et souvent en famille en brandissant des banderoles anti-racistes, avant de se rassembler dans le Lustgarten, un parc de l'ancien Berlin-Est.

Dans un discours distribué à l'avance et qu'il n'a pu tenir dans son intégralité du fait des incidents, M. von Weizsaecker a exhorté ses compatriotes à défendre activement la démocratie pour éviter de retomber dans les heures noires du nazisme.

Rappelant que 1 800 actes de violences avaient été commis depuis le début de l'année par l'extrême-droite, faisant déjà 10 morts, M. von Weizsaecker a encore déclaré: « Et que faisons-nous pour nous y opposer? minimiser les choses? détourner le regard? nous habituer à la barbarie quotidienne? Nous ne devons plus jamais faire cela ».

## Conrad Black acquiert 23% de Southam

TORONTO (PC) — Le magnat canadien de la presse, Conrad Black, vient de mettre la main sur près de 25 % du groupe Southam Inc., la plus grande chaîne de journaux au Canada.

M. Black a annoncé hier que sa compagnie Hollinger, propriétaire notamment du SOLEIL de Québec, du Droit d'Ottawa, et du Quotidien de Chicoutimi, avait versé 259 millions \$ à TorStar Corp. pour ses parts représentant exactement 23 % du groupe Southam. TorStar était jusqu'à présent le plus important actionnaire de Southam.

Hollinger paiera 18,10 \$ chacune les 14,3 millions d'actions de TorStar, qui ont clôturé vendredi un peu en dessous de 16 \$. L'entreprise a indiqué que la possibilité d'une autre transaction sur les actions de Southam n'était pas écartée mais qu'elle ne se sentait pas obligée d'offrir le même prix à d'éventuels vendeurs. Hollinger pourrait même décider de revendre les actions qu'elle possède.

Surpris de la nouvelle, le directeur des affaires corporatives chez Southam, M. John Simpson, a déclaré qu'il était trop tôt pour envisager les changements que M. Black, maintenant qu'il détient une part importante du groupe, pourrait effectuer pour rendre Southam plus rentable. Le groupe est actuellement déficitaire.

Hollinger et Southam « sont deux compagnies qui fonctionnent différemment », a précisé M. Simpson. « Hollinger est contrôlée par un seul actionnaire, M. Black, alors que Southam est aux mains d'un groupe plus large. »

La chaîne Southam a perdu jusqu'à maintenant cette année 186 millions \$, après une année 1991 désastreuse.

Vieille de 115 ans, Southam est propriétaire de 18 quotidiens à travers le pays - dont The Gazette, de Montréal -, de plusieurs magazines ainsi que de la chaîne de librairie Coles. Le groupe Hollinger possède plusieurs médias à l'étranger - le London Daily Telegraph, le Jerusalem Post, par exemple. Il est présent aux États-Unis, en Australie et en Israël, en plus d'être propriétaire de plusieurs journaux à travers le Canada.

## Le chef du Progrès civique fustige le « magicien » L'Allier « Il ne se passe plus rien à Québec »

QUÉBEC — A un an du scrutin, le chef de l'opposition au conseil municipal de Québec, M. André Forgues, a donné hier le ton à la prochaine campagne électorale en affirmant que sous le règne du Rassemblement populaire, « il ne se passe plus rien à Québec ».

par GILLES OUELLET  
LE SOLEIL

Devant quelque 550 partisans réunis pour un brunch au Centre Durocher, l'actuel chef du Progrès civique a dressé son bilan de l'administration de M. Jean-Paul L'Allier, le qualifiant au passage de « magicien » et de « manipulateur » au grand plaisir de l'assistance.

« Il ne se passe rien à Québec depuis trois ans » a répété M. Forgues, sauf « la construction d'un cabanon à Neufchâtel, quelques tours Morris et, en construction dans Saint-Roch, un jardin de 6 millions \$ qui doit ramener les petits oiseaux au centre-ville », a affirmé le chef du PC.

M. Forgues s'est demandé ce qu'il était advenue de la promesse du RP d'accorder la gratuité en tout temps du transport en commun aux per-

sonnes âgées, affirmant que cette promesse ne visait qu'à aller chercher leur vote. Accusant l'équipe de M. L'Allier d'incapacité à gérer les grands dossiers, M. Forgues a cité les dossiers du Centre des congrès, dont le retard dans la mise en chantier a fait perdre 100 millions \$ en retombées économiques, Imax qui créera « une verrue dans le plus beau visage de Québec », puis l'absence de progrès dans les cas des îlots Saint-Vincent et sauna (place d'Youville).

L'habitation est un autre constat d'échec pour le RP, d'après M. Forgues, qui dit qu'aucun nouveau logement HLM n'a été construit en trois ans, se demandant ce que devenait la promesse de construire 390 nouveaux logements dans Saint-Roch, de même que le millier d'emplois promis dans la Basse-ville.



Le chef du Progrès civique, André Forgues, a accusé l'administration L'Allier d'incapacité à gérer les grands dossiers.

Autre texte en page B-1

## Pensionnaires abandonnés: la police de Beauport se défend d'avoir paniqué

Appelé hier à commenter la version du CLSC Orléans dans l'affaire des sept pensionnaires laissés seuls, le lieutenant Alain Trudelle, de la Sûreté municipale de Beauport, a catégoriquement rejeté l'affirmation à l'effet que la police avait paniqué. Selon lui, c'est minimiser le problème et le fausser.

LE SOLEIL

Il a plutôt réitéré sa version des faits livrée vendredi soir: il se se-

rait écoulé au moins trois heures entre le moment où la responsable de la résidence, Mme Colombe Houde, a abandonné les bénéficiaires et celui où les représen-

tants du CLSC, appelés à trois à quatre reprises par la police, se sont présentés sur les lieux. Le représentant des propriétaires de la résidence n'est arrivé que plus tard en soirée.

Or ces bénéficiaires auraient dû être sous surveillance d'un représentant mandaté par la propriétaire ou, à défaut, par le

CLSC. Travailleur social de formation, M. Trudelle trouve anormal que l'on ait dû faire appel à la police pour pallier à une situation que tous reconnaissent comme potentiellement dangereuse.

Tout ce que le lieutenant souhaite, c'est que de telles situations ne se reproduisent plus.



### Souper bénéfique pour Rêves d'enfant

Un souper bénéfique et un spectacle de mode ont rassemblé des dizaines de personnes, hier soir, à la discothèque Le Chaud Bar, afin d'amasser de l'argent pour la Fondation canadienne Rêves d'enfant (chapitre de Québec-Est). Plusieurs artistes ont pris part à cette activité dans le but de permettre à des enfants malades de réaliser l'un de leurs plus beaux projets. Mme Edith Letarte, très engagée dans la Fondation Rêves d'enfant depuis quelques années, a pris la parole; elle est ici accompagnée de Sophie Boisvert et de Maxime Lemay.

## Au moins 7 morts sur les routes du Québec

MONTREAL (PC) — Au moins sept personnes sont mortes accidentellement au Québec pendant la fin de semaine. Plusieurs de ces décès, survenus sur les routes, sont attribuables à des pertes de contrôle.

Hier, à 20h04, un homme d'un certain âge a été frappé mortellement par un automobiliste sur la rue Du Moulin à Saint-Tite alors que la victime faisait une promenade avec un ami.

Samedi, vers 15h, un homme a perdu le contrôle de son véhicule et s'est tué à Saint-Augustin, sur la Côte-Nord. John William Belvin, âgé de 72 ans, était un résident de Saint-Augustin.

Serge Ball, un résident d'Acton Vale âgé de 32 ans, a perdu la vie

samedi matin vers 6h30 dans le rang Carrière, à Saint-Nazaire. L'accident est imputable à une perte de contrôle.

Au Lac-St-Jean, une jeune femme de 28 ans s'est tuée peu après 5h, samedi matin, sur la route 373, à Albanel. La victime, Manon Hudon, a perdu la maîtrise de son véhicule. Elle était seule à bord et ne portait pas sa ceinture de sécurité. Elle aurait été éjectée de son véhicule qui, en faisant un tonneau, l'aurait écrasée.

Dave Michaud de Sainte-Made-

leine, près de Saint-Hyacinthe, est décédé dans un accident de voiture qui s'est produit dans le canton de Newport, à 30 km au sud-est de Sherbrooke. L'adolescent de 13 ans a été éjecté du véhicule à la suite d'un dérapage survenu sur la chaussée glacée, vendredi soir, vers 21 h.

Vendredi soir toujours, au Lac-St-Jean, Daniel Grandmaison, est mort quand sa camionnette est entrée en collision avec une voiture au millage 44 du chemin des Passes.

## Retraité écrasé à mort sous un mur de béton

INVERNESS (PC) — Un retraité de 64 ans de Lyster dans les Bois-Francis, M. Conrad Berthiaume, a perdu la vie de façon atroce, samedi, à Inverness, lorsqu'un mur de béton s'est effondré sur lui, l'écrasant à mort dans un fossé.

Retraité depuis peu, M. Berthiaume s'était porté acquéreur il y a quelques mois d'une érablière privée, dans le rang 8 Nord, où il aimait effectuer des travaux de rénovations.

Inverness est situé à mi-chemin entre Plessisville et Thetford Mines.

La semaine dernière, il avait entrepris de construire un ponton dans un des sentiers de son érablière. Il avait alors conçu trois murs de béton destinés à soutenir une passerelle de bois.

Samedi matin, croyant que le ciment était solidement ancré au fond du fossé, le sexagénaire avait commencé le décoffrage de ses trois murs sans se douter que l'un d'eux était mal assis.

### Coincé entre deux murs

Une fois les panneaux retirés, M. Berthiaume aurait aperçu un des trois blocs de béton tomber vers lui, mais selon sa fille, Marielle, il n'aurait pas eu le temps de sortir du fossé assez rapidement pour éviter d'être écrasé.

« Quand je l'ai trouvé, un des murs lui écrasait le bassin et il était déjà mort », racontait Mme Berthiaume lors d'une conversation téléphonique avec La Tribune, hier.

Celle-ci a découvert le corps de son père vers 19h30 après s'être inquiétée du retard qu'il mettait à rentrer à sa résidence de Lyster.

« Vers 6 heures (18h), j'ai appelé un voisin de l'érablière et il m'a dit que l'auto et le tracteur (de M. Berthiaume) étaient toujours là, mais qu'il n'avait pas vu mon père ». C'est alors qu'elle a décidé de s'y rendre en voiture.

Les secouristes ont aussitôt été appelés sur place, mais il était déjà trop tard.

Transporté au centre hospitalier de Thetford Mines, le coroner Paul-Emile Leblanc n'a pu que constater le décès.

Une autopsie sera néanmoins pratiquée au centre hospitalier d'Arthabaska, de façon à essayer d'établir plus précisément la cause du décès.

### ■ Accusé d'agression sexuelle

QUÉBEC — Un individu demeurant au 181, 7e rue à Québec, comparaitra ce matin sous des accusations d'agression sexuelle et séquestration. C'est à l'appartement de l'accusé, vers 5 h 15 hier matin, que l'homme aurait molesté, retenu contre son gré et violé une jeune femme d'une trentaine d'années. Aussitôt libérée, la victime est allée porter plainte à la Sûreté municipale de Québec, qui n'a eu qu'à cueillir le suspect.

## Les Québécois plus confiants envers le palier municipal

MONTREAL (PC) — Les Québécois font beaucoup plus confiance à l'administration municipale qu'à tout autre ordre de gouvernement.

Selon un sondage Multi Réso, les municipalités « récoltent 59 % de la confiance populaire, devançant, et de loin, les paliers de gouvernement provincial et fédéral qui reçoivent respectivement 40 et 31 % d'appui. » Ce sondage a été effectué récemment pour le bénéfice de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) auprès de 1009 adultes. Les résultats ont été publiés dans *Urba*, la revue de l'UMQ.

Maître-d'oeuvre de cette étude, M. Soucy D. Gagné a expliqué en entrevue que cette distorsion entre les divers gouvernements s'expliquait probablement par le fait que les électeurs étaient conscients que la marge de manoeuvre des municipalités était plus serrée que celle des autres ordres de gouvernement.

Qui plus est, cette adhésion quantifiée de la population pour son gouvernement municipal traduit très certainement, de confier M. Gagné, un fort sentiment de proximité. « Les gens pensent que le municipal est plus proche d'eux. Ils le connaissent mieux que les autres. »

De fait, à la faveur d'une analyse portant sur les services dispensés et les dépenses qui leur sont liées, Multi Réso a constaté que 57 % des répondants « esti-

ment que le gouvernement municipal leur donne des services en proportion de l'argent qu'ils paient en impôt alors que cette proportion est de 40 % dans le cas du gouvernement provincial et de 34 % dans celui du fédéral ».

Pour ce qui est du profil socio-démographique des gens qui jugent que le municipal leur en donne plus pour leur argent, 62 % d'entre eux ont 35 ans et plus, 69 % gagnent un revenu d'au moins 60 000\$, et 62 % sont propriétaires.

A la décharge du fédéral et du provincial, il faut préciser, de signaler M. Gagné, que ces deux ordres de gouvernement étant l'objet d'une attention constante et plus intense de la part des médias, il est évident que la population en connaît mieux les problèmes.

Pour 49 % des Québécois, soit 4 % de plus que l'an dernier, le municipal serait le niveau administratif le mieux géré ou le plus efficace. Seulement 15 % des citoyens estiment que c'est le provincial, soit une baisse prononcée de 6 % par rapport à l'an dernier. Quant au fédéral, il obtient 12 % des votes, soit un gain de 4 % sur l'an dernier. Fait intéressant, le quart de la population s'est dit dans l'impossibilité d'identifier l'ordre de gouvernement le mieux géré.

épargnez jusqu'à 23 %



### DRAPS FIBRE POLAIRE

49.95

ensemble jumeau (1 taie) rég. 65.00

fibre broyée polaire pour un cadeau douceur! améthyste, émeraude, jade, ardoise, lilas, rose, blanc. taies en percale. (ensembles 2 taies) double 59.95, grand 69.95, tr. grand 89.95

épargnez jusqu'à 34 %



### SERVIETTE « ROYAL VELVET »

16.99

bain rég. 24.00

prix, qualité, confort! ratine absorbante, veloutée. 16 coloris unis coordonnés aux tapis de bain et aux motifs jacquard. un cadeau original! mains 12.99, débarbouillette 5.99, drap ou descente de bain 24.95

épargnez jusqu'à 38 %



### LA NAPPE FLEURS SAUVAGES

24.95

format 52 x 70 rég. 40.00

fleurs impressionnistes en rose, mauve sur fond vert pour un cadeau superbe à Noël! 60 x 84 / 36.95, 60 x 102 / 44.95, 60 x 120 / 59.95, 70" rond 36.95, 52 x 52 / 18.99, napperon 6.99, serviette de table 3.99

la maison  
**simons**  
PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

LA TROIS

LE SOLEIL

À deux nouvelles commissions scolaires de la Rive-Sud

Louis-Fréchette lègue un déficit de 2,3 millions \$

LAC-ETCHEMIN — La défunte commission scolaire Louis-Fréchette laisse une bien lourde succession à ses héritières, les nouvelles commissions scolaires Nouvelle-Beauce-Abénakis et de l'Élan-Bellechasse-Pointe-Lévy.

par François POULIOT  
collaboration spéciale

Celles-ci devront voir, dans une proportion respective d'un tiers, deux tiers, au renflouement d'un déficit accumulé surprise de 2,3 millions \$, legs post-mortem de la dernière année financière de la régionale Louis-Fréchette.

Déjà aux prises avec un déficit accumulé de 960 000 \$, principa-

lement imputable à des dépenses d'immobilisation pour lesquelles on avait dû, ces dernières années, puiser à même le budget d'opération, l'ancienne commission scolaire Louis-Fréchette n'a non seulement pu effacer cette tache noire, mais y a par surcroît ajouté 1,3 million \$.

Selon le nouveau directeur général de la commission scolaire de l'Élan-Bellechasse-Pointe-Lévy, M. Robert Laforest, plusieurs fac-

teurs expliquent l'ampleur du déficit.

Dans un premier temps, la Louis-Fréchette aurait été prise de court par la décision du ministère de l'Éducation de lui retirer une enveloppe de 420 000 \$ pour le financement de son volet formation professionnelle. La commission aurait en effet surevalué d'une soixantaine le nombre d'élèves qui en 1990-91 allaient se présenter aux examens de fin d'année, condition sine qua non au versement des 7000 \$ attribués par le gouvernement pour chaque élève du programme. « Le ministère

avait approuvé le budget de fonctionnement en 1990-91, il avait donc permis l'ouverture de la marge de crédit nécessaire. Mais quand est venu le temps de verser la subvention, il a reajusté le montant, d'où le manque à gagner », a expliqué M. Laforest.

La commission scolaire aurait également défoncé de belle façon son poste budgétaire en ressources humaines. 600 000 \$ de plus que prévu auraient été dépensés dans l'embauche de ressources supplémentaires en formation générale et 200 000 \$ en formation professionnelle. Le

reste du déficit proviendrait de diverses dépenses imprévues au budget de 64,8 millions \$.

Tant à la commission scolaire Nouvelle-Beauce-Abénakis qu'à celle de l'Élan-Bellechasse-Pointe-Lévy, le directeur général adjoint Jean-Marc Brousseau et le directeur général Robert Laforest, affirmaient qu'il était encore trop tôt pour s'avancer sur les moyens et les mesures qui allaient devoir être mis en oeuvre pour résorber le déficit.

La commission scolaire Louis-Fréchette a officiellement cessé

d'exister le 1er juillet 1992, au lendemain de la clôture de son exercice financier. Fruit du regroupement de cinq commissions scolaires primaires, les administrations scolaires de l'Élan-Bellechasse-Pointe-Lévy et Nouvelle-Beauce-Abénakis lui ont à cette date succédé.

La commission scolaire de l'Élan-Bellechasse-Pointe-Lévy qui est chargée d'administrer le bilan de la Louis-Fréchette, droit tenir mercredi une conférence de presse pour expliquer plus en détails les origines du déficit surprise.

«Miracle» de la samaritaine Marie-Josée Rinfret

15 handicapés mentaux hébergés dans une conciergerie

SAINTE-FOY — Existe, quelque part dans la grande banlieue uniforme et monochrome de Sainte-Foy, ce qui constitue peut-être le secret le mieux gardé de la maladie mentale à Québec. Le milieu parle de l'« approche Rinfret ». La jeune adjointe de Mme Rinfret parle de « miracle ». « Il n'y a rien qui vient à bout de cette femme », dira la psychologue Louise Bédard, de l'Archipel d'Entraide de la Côte d'Abraham.

LE SOLEIL

Une conciergerie de la rue Placé Beloeil, de la même allure quelconque que toutes les autres conciergeries quelconques de sa série, se mêle d'héberger une quinzaine de malades mentaux, souvent chroniques, sous la paradoxale appellation de *Maison Bon Séjour*. Et, au beau milieu d'entre eux, la samaritaine Marie-Josée Rinfret, leur mère à tous, une femme de 64 ans sortie de « nulle part » qui n'en finit plus d'étonner et de désarmer.

Ce n'est pas seulement la performance de Mme Rinfret qui étonne et désarme. C'est aussi son contenant. Elle a fondé son propre réseau d'hébergement psychiatrique, au prix de son propre argent... mais qui n'est désormais plus le sien. Aux inquiétudes de malades qui appréhendaient le jour de son départ, elle a répondu par la mise sur pied de la *Fondation Mentalis Révi*, à laquelle elle a daigné « verser » une conciergerie à Sainte-Foy, une ferme à Saint-Michel-de-Bellechasse et un terrain de campagne à Sainte-Catherine-

de-la-Jacques-Cartier.

Une joyeuse bagatelle d'un demi-million de dollars! Elle qui a pourtant quatre filles et un fils.

« Je réponds aux événements qui se présentent, confie Mme Rinfret, dans un grand éclat de rire. Mes enfants ont tout ce qu'il faut pour bien vivre ».

Voilà bien une partie de « l'approche Rinfret »: ce grand rire perpétuel qui finit par tout dédramatiser ou presque. Cette persévérance qui déroutte. « Mme Rinfret arrive à garder des clients qui ont brûlé tout le monde ailleurs, y compris Robert-Giffard, dit encore la psychologue Louise Bédard. Assurément une femme exceptionnelle! ».

« Sa force: jamais une miette d'approche clinique », commente la travailleuse sociale Sonia Dussault, dauphine de Mme Rinfret, « si un jour elle le veut bien ».

Tout à coup la folie

Originaire de Roberval, Marie-Josée Rinfret s'amène à Québec autour de la trentaine pour trouver un emploi. Elle devient fonctionnaire, serveuse de restaurant et exerce toutes

sortes d'autres métiers en même temps. D'abord chambreuse de son état, elle décidera rapidement d'acheter la maison et de louer à son tour. Puis ce sera un immeuble pour personnes âgées. Jusqu'au jour où vint ce client qui allait changer toute sa vie: un sympathique et brillant étudiant qui se met subitement à basculer dans la folie à 30 ans.

« C'était la première fois que j'étais confrontée à cette dure réalité de la maladie mentale, raconte Mme Rinfret. J'ai entrepris un long cheminement avec ce jeune homme. Je sautais désormais sur tout ce qui pouvait m'instruire à ce propos ».

Il y a 10 ans que la *Maison Bon Séjour* est ouverte. Une quinzaine de malades mentaux y séjournent actuellement. Mais Mme Rinfret n'allait pas en rester là. Ceux d'entre eux qui souffrent en plus d'une dépendance alcoolique ou toxicomane disposent de six places à la *Résidence Michel-de-Bellechasse*. Et elle a aménagé un vaste centre de loisirs à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, à la fois à l'intention de ses « pensionnaires » et de leurs proches.

« Deux ans après ma retraite (du gouvernement, il y a de ça une douzaine d'années), je m'ennuyais à mourir, raconte celle qui se décrit comme une « insoumise ». Et je voyais des gens mal vieillir tout autour. Je



Mme Marie-Josée Rinfret, devant la Maison Bon Séjour.

Le Soleil, Gilles Lafond

ne voulais pas finir par avoir pitié de moi-même ».

Michel (prénom fictif) est l'un des cas lourds dont s'occupe religieusement Mme Rinfret à Sainte-Foy. Il est un schizophrène délinquant et paranoïaque qui se prend pour le Christ, pour Elvis ou pour le diable. Et devant qui même l'hôpital Robert-Giffard a mordu la poussière, estime Sonia Dus-

sault. Le jour de la visite du SOLEIL, il était en plein crise d'hystérie, ce que les spécialistes appellent la « décompensation ». « Mais il y a trois mois qu'il est ici, indique Mme Dussault, et c'est sa première crise depuis très, très longtemps. Grâce à l'approche Rinfret ».

Grand étonnement par dessus tout: la samaritaine dit se

sentir supportée par le voisinage, pourtant typique, de l'honorable banlieue moyenne. Lequel aurait appris à plutôt s'amuser de la chose que de la désapprouver, affirme-t-elle. Et son oeuvre n'a pas été non plus « questionnée » par la ville.

« Ce qui fait partie de l'ensemble du miracle Rinfret! » lancera Sonia Dussault, absolument conquise.

Discrimination à l'endroit de Bombardier, selon le délégué général du Québec

Scowen dénonce une loi de l'État de New York



Le délégué général du Québec à New York, Reed Scowen, s'en est pris à une législation de l'État de New York qui irait à l'encontre de l'esprit de l'accord du libre-échange.

WASHINGTON — Le délégué général du Québec à New York, M. Reed Scowen, s'en est pris à une législation de l'État de New York qui, selon lui, va à l'encontre de l'esprit de l'accord de libre-échange canado-américain.

par MARIE TISON  
de la Presse canadienne

Il entend rencontrer prochainement les responsables de cette initiative dans la capitale de l'État, Albany, pour en discuter.

« Nos tribulations commerciales ne se limitent pas à Washington, avait déclaré M. Scowen à la mi-octobre, dans sa première allocution en tant que délégué général à New York. Les États ont aussi d'importants pouvoirs économiques ».

La législation concernée, qui a été adoptée en août dernier, oblige toute entreprise qui fait affaire avec l'État et qui est également présente en Irlande du Nord de respecter les principes de MacBride.

Ces principes, énumérés par Sean MacBride, prix Nobel de la paix en 1974 et cofondateur d'Amnistie internationale, visent à combattre la discrimination contre les catholiques en Irlande du Nord.

Discriminatoire

M. Scowen a cependant soutenu que cette législation était « difficile à réconcilier avec l'esprit de l'accord de libre-échange », et qu'elle était nettement discriminatoire à l'endroit de certaines compagnies québécoises, notamment

Bombardier.

Bombardier a acquis en 1989 l'avionnerie Short Brothers, l'employeur le plus important de Belfast avec un personnel de 7700 personnes.

Le président et chef d'exploitation de Bombardier, M. Raymond Royer, a affirmé qu'actuellement, la nouvelle législation de l'État de New York ne causait pas vraiment de problèmes à l'entreprise parce que sa politique en fait d'équité en matière d'emploi allait plus loin que les principes de MacBride.

Il a expliqué que Bombardier avait pu le démontrer à plusieurs reprises aux représentants de la ville de New York, qui a adopté en juin 1991 un règlement semblable.

Critères d'embauche

Afin de favoriser l'embauche de catholiques en Irlande du Nord, l'entreprise a révisé les critères d'embauche qui étaient en vigueur dans toute l'industrie aéronautique du Royaume-Uni. Ces critères insistent sur une certaine connaissance des mathématiques et de l'algèbre. Or, les jeunes catholiques qui essayaient d'obtenir un emploi à Short ne possédaient pas ces connaissances parce que les écoles catholiques mettaient d'abord l'accent sur les arts, puis, plus tard dans le cheminement scolaire, les

sciences.

Bombardier a également acheté un édifice en plein centre de Belfast pour y installer son centre de recrutement et de formation. De cette façon, les catholiques, qui sont concentrés dans la partie ouest de la ville, n'ont pas à voyager jusqu'à la partie est, territoire protestant, où est située l'usine, simplement pour faire une demande d'emploi.

M. Royer a affirmé que la législation newyorkaise constituait quand même un problème réel.

Il a rappelé que le libre-échange ne consistait pas seulement à éliminer les barrières tarifaires, mais également les obstacles non-tarifaires.

« Si les législateurs des États commencent à nous dire que pour faire affaire avec eux, il faut faire autre chose dans un autre pays, je trouve que ça commence à être de l'ingérence », a-t-il déclaré.

Questions de principe

M. Scowen a affirmé en entrevue que la législation newyorkaise soulevait des questions de principe importantes.

« Jusqu'à quel point les États américains peuvent aller à l'encontre d'un traité signé par les États-Unis? », s'est-il demandé.

Il a rappelé que les États-Unis soulevaient souvent la question des entraves provinciales au commerce.

« C'est évident qu'il y en a aussi aux États-Unis, a-t-il déclaré. Voici un bel exemple. »

Il a affirmé que l'État du Connecticut avait adopté une législation semblable.

« Comme il y a aussi des Irlandais au Massachusetts, ça pourrait devenir contagieux », a-t-il affirmé.

Le délégué général a écrit au bureau du gouverneur de New York Mario Cuomo pour faire part de ses inquiétudes. On lui a expliqué que la loi n'avait pas été adoptée afin de restreindre le commerce, mais plutôt en réponse à des pressions du Comité irlandais de l'État.

S'il s'agit réellement d'un geste idéologique plutôt que politique, il n'en a pas moins des conséquences d'ordre économique, a déclaré M. Scowen.

Le délégué général devrait rencontrer prochainement les législateurs impliqués afin de discuter de la question.

Il a déclaré qu'il s'agissait du genre de problèmes qu'il voulait clarifier et prévenir grâce à une relation plus ouverte et plus amicale entre le Québec et l'État de New York.

« S'il est vrai qu'ils n'étaient pas au courant des implications pour Bombardier et, peut-être, pour Northern Telecom, à l'avenir, il faudrait qu'ils pensent aux conséquences au Québec avant de poser des gestes semblables », a-t-il déclaré.

LA POLITIQUE



MM. Bill W. Cooper et Louis-Philippe Langlois déposent la traditionnelle gerbe de fleurs au pied du cénotaphe érigé à la mémoire des combattants beauportois qui ont participé aux deux grandes guerres mondiales et à la guerre de Corée.

# La ville de Beauport a rendu hommage à ses anciens combattants

BEAUPORT — La ville de Beauport a rendu hommage, hier, aux disparus de la guerre 1939-1945.

LE SOLEIL

Anciens combattants et membres de leurs familles, plusieurs représentants des gouvernements municipal et fédéral ont participé à la traditionnelle remise de couronnes au pied du cénotaphe situé face à l'église de la paroisse St-

Louis de Courville. Des membres du 713e Régiment des communications de Beauport ont également participé.

Le Jour du Souvenir sera souligné, à Québec, mercredi le 11 novembre à 11h devant le monument de la Croix du Sacrifice, sur la Grande-Allée. La veuve de l'an-

née, Mme Jean Fortin, participera à la cérémonie qui sera rehaussée par la présence de 50 membres du 5e Régiment d'artillerie légère du Canada, 200 membres du 2e Bataillon du Royal 22e Régiment et la musique du Royal 22e Régiment.

Outre la cérémonie de Québec, le 5e Groupe Brigade mécanisé du Canada se joindra aux anciens combattants dans neuf autres mu-

nicipalités de l'Est du Québec notamment à Lévis, Montmagny, St-Georges et Ste-Marie de Beauce et Thetford Mines.

La population est invitée à participer à ces cérémonies qui remémorent traditionnellement le sacrifice des hommes et des femmes qui ont perdu la vie lors des différents conflits et au cours de missions de maintien de la paix dans le monde.

# Un remaniement à l'horizon Mulroney doit relancer le pays

OTTAWA — Le premier ministre Brian Mulroney, de retour au travail après une semaine de vacances en Floride, doit s'attaquer aujourd'hui à la question d'un éventuel remaniement ministériel et à celle de la relance économique du pays.

par ROBERT RUSSO  
de la Presse canadienne

M. Mulroney s'entretiendra avec les membres de son cabinet restreint afin de commencer à tracer la ligne de conduite qui, espère-t-on à Ottawa, sortira le gouvernement conservateur du marasme post-référendaire et le placera sur la voie électorale, une fois que les activités aux Communes seront reprises, le 16 novembre.

À tout le moins, il faudra remanier le cabinet. Le rejet de l'accord de Charlottetown rend désormais inutile le poste de ministre des Affaires constitutionnelles. Joe Clark, pour qui le poste avait été créé, jouit d'une importance trop grande au gouvernement pour se retrouver sur la touche.

Plusieurs ministres seniors, notamment Marcel Masse, Michael Wilson, Jake Epp et John Crosbie, ne se représenteront probablement pas. De nombreux députés d'arrière-banc devront vraisemblablement être promus afin de donner un nouveau visage au cabinet, lors de la campagne électorale.

En outre, M. Mulroney étudie

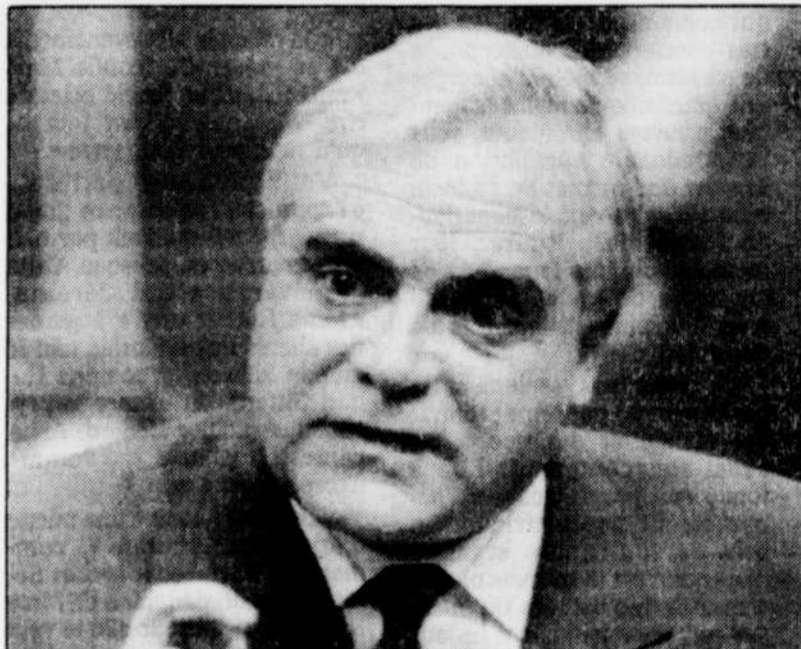
attentivement un rapport du secrétaire d'Etat Robert de Cotret qui suggère une importante réduction du cabinet et de l'appareil gouvernemental.

**Expertise**

Toutefois, des adjoints du premier ministre avancent l'idée que l'emphase qui sera mise sur l'économie, au cours des prochaines semaines, rendra probablement nécessaire le maintien en poste des ministres du cabinet, surtout des gens comme M. Wilson et le ministre des Finances, Don Mazankowski.

M. Mazankowski a d'ailleurs passé une partie de la semaine dernière avec un sous-comité du cabinet sur les finances, tentant de déterminer la façon de couper les dépenses gouvernementales.

Cette démarche se poursuivra lors de réunions du cabinet, demain et jeudi, et ses résultats seront probablement annoncés plus tard au cours du mois. Les Canadiens devraient alors en savoir plus sur l'état des finances gouvernementales et sur ce qu'Ottawa compte faire dans l'espoir de respecter son objectif budgétaire, soit un déficit ne dépassant pas 27,5 milliards\$.



Marcel Masse abandonnerait la politique



Quand vous vous servirez de votre chèque de crédit d'impôt pour enfant pour vos paiements, nous vous remettrons un *certificat-cadeau* de 10\$ contre tout achat de 100\$.

PLACE DES QUATRE-BOURGEOIS  
999, rue de Bourgogne, Sainte-Foy  
PLACE FLEUR DE LYS  
550, boulevard Hamel, Québec

**APPORTEZ VOTRE**

**chèque DE CRÉDIT D'IMPÔT à Kmart**


\*DÉTAILS EN MAGASIN  
NE S'APPLIQUE PAS À LA CAFÉTERIA, À LA CHARCUTERIE, AU TABAC ET AUX PRESCRIPTIONS.

**CONFÉRENCE**  
Dans le cadre des mercredis du CENTRE D'ÉPANOUISSEMENT PSYCHO-CORPOREL



**LE POUVOIR SEXUEL DE L'HOMME**  
Y a-t-il encore une place au Québec pour un homme vrai qui est ni rose ni macho?  
Conférencier: Yvon Dallaire  
Mercredi 11 novembre, 19 h 30  
Hôtel Classique  
2815, boul. Laurier  
Sainte-Foy  
Stationnement gratuit  
Coût: 15\$  
Réservation: 687-1165

**SPECIAL DÉMONSTRATEUR**  
GRAND PRIX SE et GT 1992



12-289 SE P.D.P.M.: 21 418\$ Rabais de: 3 661\$	12-092 GT P.D.P.M.: 25 468\$ Rabais de: 4 251\$
<b>SPECIAL 17 757\$*</b>	<b>SPECIAL 21 217\$*</b>

\* Transport et taxes en sus. Rabais GM inclus.

**Cartier**  
1475, Pie-XI Sud, Val-Bélair  
847-6000

**DERNIERS COURS**  
avant la mi-février 1993.  
Inscrivez-vous maintenant!

**Début des cours: le 21 novembre 1992**



Renée Hudon, professeure

**COURS INTENSIFS (cinq samedis)**  
Vous apprendrez à:

- parler en public
- préparer une allocution
- maîtriser votre TRAC
- placer votre voix
- acquérir une bonne diction
- améliorer votre image

**École de diction et de communication**  
31 1/2, rue d'Auteuil  
Québec G1R 4B9  
692-5073  
Pour les fonctionnaires provinciaux, l'École est inscrite au R.A.P.



**Timbres et pièces de monnaie rares**

Les collectionneurs de cartes de joueurs de hockey n'ont pas encore réussi à supplanter les collectionneurs de timbres et de pièces de monnaie. À preuve, un public « fidèle, sérieux et bon acheteur ou échangeur » dit le président, Serge Laramée, a défilé toute la fin de semaine devant les quelque 25 kiosques du salon du timbre et de la monnaie à l'hôtel des Gouverneurs, boul. Laurier à Sainte-Foy. Nuphibec 92 s'est terminé hier.

**Réforme des cégeps**  
**La CSN s'oppose à des examens nationaux**

MONTREAL — La Confédération des syndicats nationaux (CSN) qui représente 60 % des profs de cégeps s'oppose à la mise en place d'examen nationaux pour vérifier les apprentissages ainsi qu'à la création d'un organisme chargé de faire l'évaluation des enseignants.

par ROLLANDE PARENT  
de la Presse canadienne

Les dirigeants de la CSN et de la Fédération nationale des enseignants et enseignants du Québec (FNEEQ) signifieront clairement leur opposition à cet égard, demain, à la ministre Lucienne Robillard qui en qualité de responsable de l'Enseignement supérieur étudie actuellement l'avenir des cégeps en commission parlementaire.

En conférence de presse, hier, le président de la FNEEQ Denis Choinière a expliqué qu'en période de ressources financières limitées il valait mieux consacrer les sommes disponibles à l'encadrement pédagogique des étudiants de cégeps qui, dans une

proportion de 70 %, prennent plus de temps que requis pour compléter leur formation.

« On a actuellement toutes les structures nécessaires pour faire l'évaluation des cégeps », a assuré M. Choinière.

Dans le mémoire que la FNEEQ déposera demain, la question de l'évaluation de l'enseignement par des examens nationaux ou la mise en place d'un organisme externe d'évaluation n'est que brièvement abordée.

La FNEEQ réclame « une étude d'impacts » avant toute décision et propose de reporter le débat.

« Il est illusoire de croire que nous pourrions débattre de ce sujet en commission parlementaire. Le débat risque de rester super-

ficiel et teinté de préjugés; des décisions trop hâtives peuvent entraîner des conséquences négatives dont l'ampleur surprendrait », se contente-t-on de dire.

Quant à l'évaluation du travail des enseignants, le leader syndical choisit l'esquive.

« Il ne faut pas croire que l'évaluation constitue une solution magique au fort taux de décrochage (le tiers des étudiants) », soutient-il.

Le leader syndical suggère que la majorité des enseignants « font du bon travail » et qu'il n'y a donc pas lieu « de consacrer de l'énergie à mettre en place une mécanique uniforme pour tout le monde. »

La FNEEQ est convaincu qu'un système d'évaluation « serait coûteux, inutile et, à long terme, source d'effets néfastes sur le climat de travail », peut-on lire dans son mémoire.

M. Choinière reconnaît que certains enseignants souffrent d'épuisement professionnel, de toxicomanie et s'acquittent mal de leur tâche. Pour ces cas, le syndicaliste croit qu'il y a lieu de fournir une aide ad hoc plutôt que d'investir dans « un lourd système de repérage qui ne viendrait, la plupart du temps, que confirmer une réalité connue et dévaloriser le travail de la majorité. »

Le président de la FNEEQ craint que l'exercice de réévaluation des cégeps n'aboutisse à la création d'une organisation autoritaire du travail.

« On va peut-être se faire imposer l'évaluation du personnel », prévoit M. Choinière.

« La CSN s'oppose à toute approche d'évaluation qui a comme conséquence de renforcer la structure hiérarchique ou les rapports d'autorité dans l'organisation du travail », renchérit la CSN dans son mémoire.



M. Richard Le Hir

**Priorité au professionnel, dit Le Hir**

MONTREAL (PC) — À trop se préoccuper des plaies du secteur général au cégep, on finit par oublier que des problèmes sérieux minent encore la formation professionnelle au Québec, a mis en garde hier l'Association des manufacturiers du Québec (AMQ).

« Du côté de la formation professionnelle, on se tape dans le dos et on s'envoie des fleurs. Or la réalité (...) nous montre clairement que le temps n'est pas aux accolades », a soutenu hier M. Richard Le Hir, commentant le début des travaux de la commission parlementaire sur l'avenir des cégeps.

Des améliorations importantes doivent être apportées au secteur

professionnel, a insisté ce dernier. Car il reste 78 professions affectées par une pénurie de main-d'oeuvre au Québec, notamment dans le secteur des produits pharmaceutiques, du génie électronique et du génie mécanique.

« C'est évident que des entreprises, malgré le chômage, ne trouvent pas de personnel. Cela influence le choix des entreprises à venir s'installer au Québec », a expliqué M. Le Hir.

La facilité actuelle des étudiants du secteur technique à s'insérer dans le marché du travail ne permet nullement de conclure que tout va rondement dans ce secteur d'études, soutient l'AMQ. En fait, cette performance est en grande partie due à l'écart qui persiste entre les besoins des entreprises et la faible disponibilité de techniciens diplômés au Québec, ajoutent-ils.

Plus encore, la proportion des étudiants inscrits au secteur technique dans le réseau collégial a diminué de 26 entre 1980 et 1989 et continue de s'éroder.

Bref, l'Association des manu-

facturiers souhaite que la commission parlementaire ne soit pas « aveuglée » par les problèmes du secteur général et n'évacue pas ceux que connaît le secteur technique.

Des politiques de reconnaissance des acquis, des crédits d'impôts à la formation, une politique de contrôle de la qualité de l'enseignement, l'harmonisation des programmes techniques au secondaire et une campagne de valorisation de la formation professionnelle feront partie des solutions qu'entend suggérer prochainement l'AMQ lors de son passage en commission parlementaire.

**VENDEURS, REPRÉSENTANTS, CONSEILLERS, GÉRANTS DE VENDE... VOUS VOULEZ VENDRE?**

**Vente stratégique**

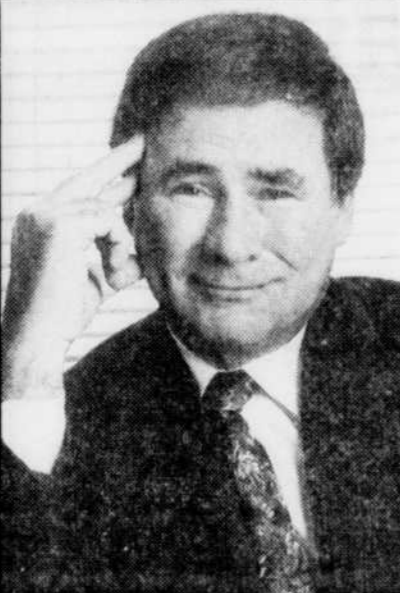
Vous augmenterez vos ventes, vos revenus et vous accroîtrez votre clientèle.

- En apprenant comment:
- Conclure vos ventes
  - Répondre aux objections
  - Planifier votre temps
  - Justifier vos prix
  - Traiter les plaintes
  - Prospecter

**Vente stratégique**

Québec: 3-4 décembre  
14-15 janvier 93  
Montréal: 10-11 décembre  
11-12 janvier 93

Téléphonez maintenant:  
Région de Québec: (418) 626-7498  
Extérieur: 1-800-463-7246  
VISA et MASTERCARD acceptés.



COURS DE VENTE  
ROGER ST-HILAIRE

**FLORIDE**

**PHASE II**  
VOUS RÉVEZ D'UN CONDO AU SOLEIL ET D'UN SUPER INVESTISSEMENT à partir de 66 900 \$ US, phase I à partir de 99 900 \$ US, phase II 2 ou 3 chambres, 2 salles de bains, plus de 1100 pi ca incluant terrasse privée et 3 appareils ménagers, etc.

Ce magnifique projet ultrasécuritaire de 96 condominiums est à distance de marche d'un golf, d'un des plus grands centres commerciaux du sud de la Floride (ouvert 7 jours par semaine), du nouvel auditorium de Palm Beach et du camp d'entraînement des Expos. Aussi tennis, pavillon, piscine, salle d'exercices, terrasse et plus. FINANCEMENT disponible ou possibilité d'utiliser vos propres REER.

**LAKE PLACE CONDOMINIUMS**  
WEST PALM BEACH FLORIDA  
FLORIDE 1-800-874-6801

**SOIRÉE D'INFORMATION À 19H30**

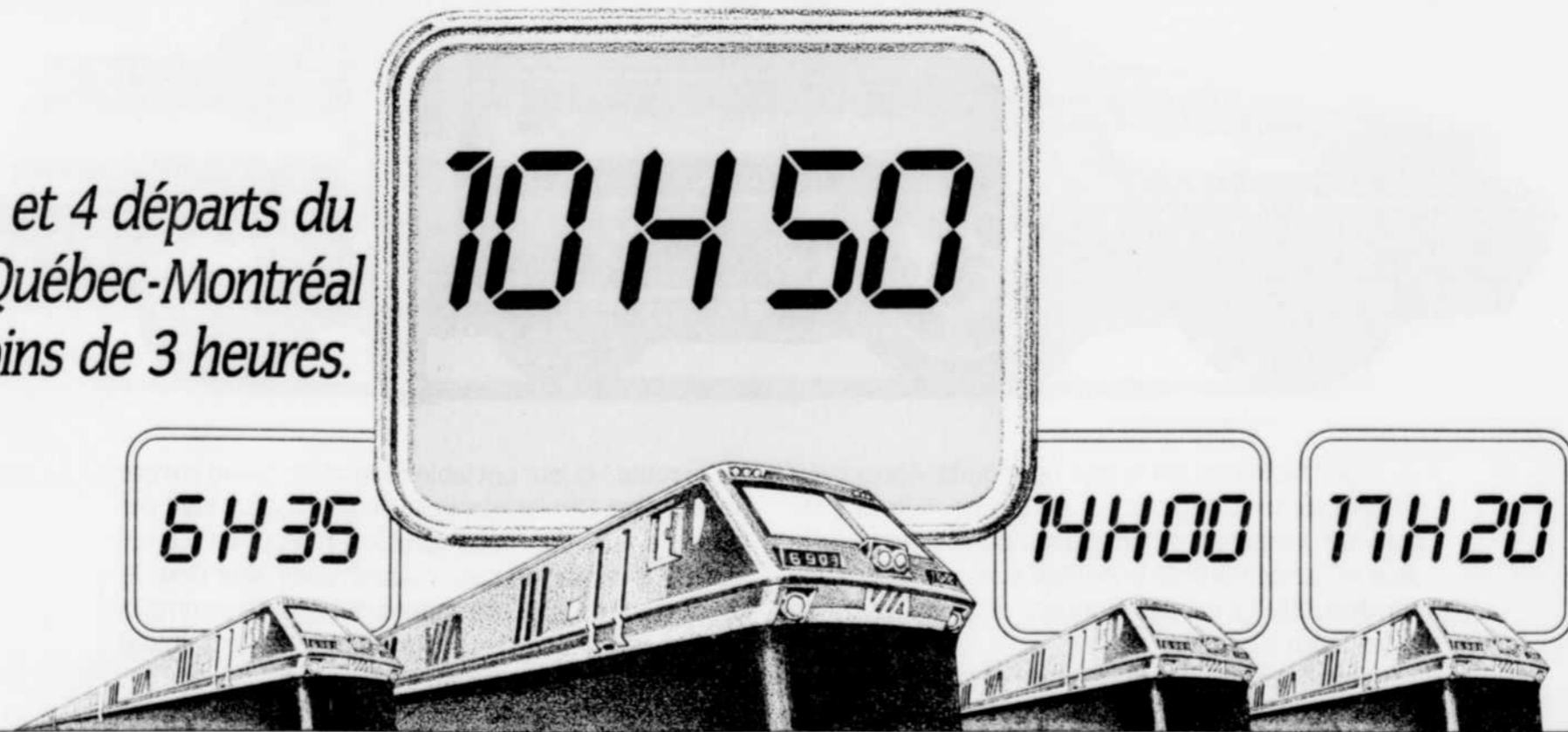
**LUNDI 9 NOVEMBRE** et **MARDI 10 NOVEMBRE**

Hôtel des Gouverneurs  
3030, boul. Laurier  
Sainte-Foy (Québec)

LE MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ/PRIX POUR UNE LOCATION EXCEPTIONNELLE.

**Avec VIA, Québec gagne un train... et vous gagnez du temps!**

Un nouveau train et 4 départs du lundi au vendredi. Québec-Montréal en moins de 3 heures.



Avec notre tout nouveau départ de 10 h 50, nous avons maintenant 4 trains en direction de Montréal, du lundi au vendredi. Et, vous arrivez à destination en moins de 3 heures. Vous voyagez plus vite et profitez d'un meilleur service que jamais, que ce soit en première classe VIA 1 avec son nouveau décor ou à bord d'une confortable voiture-coach. De plus, la gare de Sainte-Foy a été entièrement rénovée et le stationnement y est gratuit. Le trajet Québec-Montréal devient donc plus commode que jamais. Finis les embouteillages, finis les tracasseries. Quatre départs quotidiens en semaine, quatre trains encore plus rapides: une autre bonne raison de prendre le train aujourd'hui.

Pour plus de renseignements, communiquez avec votre agent de voyages ou VIA Rail™ dès aujourd'hui au 692-3940.

ENEZ VOIR LE TRAIN AUJOURD'HUI



®Marque déposée de VIA Rail Canada Inc. ®Marque de commerce de VIA Rail Canada Inc.

## LE MONDE

# Le processus de paix en échec au Cambodge

**BELJING (Reuter)** — La réunion de crise sur le Cambodge s'est clôturée sur un échec, hier, mettant ainsi à mal le processus de paix supervisé par les Nations unies et laissant craindre de nouveaux affrontements.

Les Khmers rouges ont refusé une nouvelle fois de déposer leurs armes avant des élections qui doivent se tenir en avril 1993, conformément aux dispositions des accords de paix signés en octobre 1991 à Paris.

Les autres factions cambodgiennes ont accepté de déposer les leurs mais ont menacé de les reprendre si la guérilla maoïste refusait de rentrer dans le rang et de laisser les observateurs de l'ONU pénétrer dans les zones qu'elle contrôle.

«Il est vrai que les Khmers rouges sont hostiles à la continuation du processus de paix», a déclaré le ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas, lors d'une conférence de presse.

«À la fin de la journée, nous n'avons pu obtenir de véritable consensus sur les moyens de lever les gros obstacles», a dit de son côté son homologue indonésien Ali Alatas.

Les deux ministres ont souligné que le processus de paix devait se poursuivre, avec ou sans les Khmers rouges, mais que le Conseil de sécurité devrait reformuler les accords de Paris au vu de la nouvelle situation.

«Personne ne veut vraiment traverser la mise en oeuvre des accords de Paris. C'est dans la façon de les mettre en oeuvre que résident les difficultés», a souligné M. Alatas.

Pour M. Dumas, les efforts de paix, les plus importants et les plus coûteux qu'aient jamais entrepris les Nations unies, sont à présent menacés s'il n'y a pas d'accord.

Les Khmers rouges, au pouvoir au Cambodge de 1975 et 1979, période durant laquelle ils ont massacré plus d'un million de personnes, étaient représentés par Khieu Samphan, arrivé en retard parce qu'il avait manqué son avion, semblait-il.

Hormis leur refus de déposer les armes, les Khmers rouges veulent aussi être représentés au gouvernement avant même que se tiennent les élections, exigence qui avait été rejetée dès avant la signature des accords de Paris.

Ils affirment également que des troupes vietnamiennes restent au Cambodge pour soutenir le gouvernement qu'elles ont installé à Phnom Penh, en 1978.

La réunion était supervisée par le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême, instance regroupant toutes les factions cambodgiennes de la guerre civile.

Y participaient également les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU — les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Chine et la Russie — le ministre des Affaires étrangères australien Gareth Evans, l'un des promoteurs de l'action des Nations unies, des hauts-fonctionnaires japonais, allemands, thaïlandais et enfin, Yasushi Akashi, le chef de l'autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC).



## État d'urgence en Colombie

Le président colombien César Gaviria a décrété l'état d'urgence hier soir pour faire face à une violente offensive de la guérilla d'extrême-gauche qui a fait 30 morts au cours du week-end, a-t-on indiqué de sources officielles. L'état d'urgence (état de commotion interne selon le terme colombien) prévoit des pouvoirs étendus pour l'exécutif. Il sera décrété pour 90 jours renouvelables avec l'accord du Sénat. Les guérilleros ont fait exploser 33 bombes dans plusieurs villes de Colombie, hier matin, tuant neuf personnes dont six civils et blessant 60 autres, selon les autorités locales.

## Les terroristes péruviens désertent progressivement

**LIMA** - Deux mois après la capture d'Abimael Guzman, les désertions se sont amplifiées au sein des deux mouvements subversifs péruviens, le Sentier Lumineux et le MRTA (Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru, guévariste), portant à plusieurs centaines le nombre de « combattants révolutionnaires » ayant décidé de déposer les armes.

par Marc THIBAUT  
de l'Agence France Presse

Aucun chiffre précis n'a été diffusé de source officielle sur l'ampleur de ce mouvement et sur la quantité de repentis, mais selon des sources officielles, ils seraient près de 1400 à s'être présentés volontairement, dans tout le pays, aux autorités civiles, religieuses ou militaires depuis la chute du chef du Sentier Lumineux, le 12 septembre dernier, dont un nombre non précisé de membres de l'organisation maoïste intégriste.

« Le nombre de repentis augmente tous les jours, à tel point qu'au niveau de ceux qu'on appelle les militants, ils se comptent par centaines », a confirmé le chef de l'état péruvien Alberto Fujimori.

Les effectifs du Sentier Lumineux, qui jusqu'à la capture de son fondateur et chef suprême, faisaient figure de bloc indestructible et impénétrable, sont estimés à quelques 5000 combattants, plus une dizaine de milliers de militants ou sympathisants actifs. Quant au MRTA, de moindre envergure et déchiré par des luttes internes, il compterait entre 1500 et 2000 membres, selon la police anti-terroriste péruvienne.

Une des pièces maîtresses de la politique anti-subversive du gouvernement péruvien, qui doit permettre, selon les affirmations du Président Fujimori, d'en terminer avec le MRTA dans un an et avec le Sentier Lumineux avant la fin de son mandat en juillet 1995, est constituée par les dispositifs légaux concernant les terroristes repentis, adoptés en mai et juin dernier et renforcés, dans la foulée de la capture d'Abimael Guzman.

Ces textes permettent aux membres des deux organisations de guérilla, décidant volontairement de déposer les armes, d'éviter la prison, à condition de collaborer avec les forces armées et la police dans la lutte anti-terroriste et d'effectuer leur service militaire.

Jusqu'à présent cela n'était valable que pour les terroristes en liberté, a souligné le chef de l'état péruvien qui a ajouté que le dispositif allait s'étendre à ceux actuellement détenus et condamnés, à l'exception de ceux purgeant une peine de détention à perpétuité, à l'exemple d'Abimael Guzman.

# Prétendre que la nouvelle Subaru Legacy 1993 n'est qu'une voiture ordinaire serait comme dire que Silken Laumann n'est qu'une rameuse ordinaire.



Legacy Turbo 1993


Son histoire a fait le tour du monde. Après avoir été gravement blessée à une jambe, Silken s'est miraculeusement rétablie et a remporté une médaille pour le Canada aux Jeux de Barcelone. Avec pareille personnalité, il n'est pas étonnant de la voir conduire une Subaru Legacy.

La durabilité des Subaru, en effet, est devenue légendaire. Fait révélateur : 93 % de toutes les Subaru immatriculées ces dix dernières années sont toujours

sur la route.\* Et leur enviable réputation prend encore de l'ampleur. La sensationnelle Subaru Legacy 1993, par exemple, a de quoi vous combler : moteur de 130 H.P. à arbre à cames en tête, coussin gonflable pour le conducteur et plusieurs options de sécurité comme la traction intégrale et un système unique de freinage antiblocage à quatre canaux.

Avec la maîtrise remarquable que tout cela procure, une chose est certaine : Silken Laumann ira loin.

LEGACY 1993

 **SUBARU**

\*Selon une étude des immatriculations de R.L. Polk & Co., en date de juillet 1991.

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant:  
**24706203**  
Sinon, composez sans frais, le  
1-800-563-8688

Plus de  
**3500** points  
offerts cette semaine dans **LE SOLEIL**



# 30%

**S**i  
votre entreprise  
fait plus de  
200\$ d'appels  
interurbains  
par mois,  
abonnez-vous  
au plan  
d'économie  
AVANTAGE<sup>MC</sup>  
de Bell.  
Vous pourriez  
ainsi épargner  
de 20% à 30%  
sur vos frais  
d'interurbains.  
AVANTAGE\*  
vous donne  
maintenant  
accès à plus  
de 200 pays.  
Et l'abonnement  
est gratuit.

**LE PLAN D'ÉCONOMIE AVANTAGE,**  
une autre solution de Bell pour les gens en affaires.  
Appelez nos conseillers au **1 800 363-BELL.**

\*Ce plan d'économie peut être sujet à certaines conditions.  
Une facturation minimale de 200\$ d'interurbains est requise.

**Bell**  
des gens de parole<sup>MC</sup>

## ÉDITORIAL

## Le mur de la démagogie

Jean Campeau et le Parti québécois soutiennent qu'un Canada anglais pragmatique et réaliste concluerait rapidement, avec un Québec souverain, une entente sur l'union économique et monétaire. C'est minimiser l'effet que la passion peut avoir sur un tel débat.

Des interventions devant la Commission Bélanger-Campeau et, plus récemment, pendant la campagne référendaire, ont démontré que l'opinion anglophone pouvait facilement se radicaliser contre le Québec. Un article signé Diane Francis, dans le Financial Post du 31 octobre, démontre que, loin de s'atténuer, cette réaction peut devenir carrément de la démagogie.

Mme Francis affirme que, maintenant que le débat référendaire est terminé, il est temps de remettre le Québec à sa place et de prendre des mesures de rétorsion contre lui, parce qu'il maintient des pratiques discriminatoires dans ses achats publics.

Le Québec, soutient-elle, est la seule province à ne pas avoir signé l'accord qui mettra fin aux barrières interprovinciales d'ici 1995. C'est carrément faux. Le Québec a accepté d'appliquer cet accord, par lettre, avec chaque gouvernement provincial.

L'accord n'inclut pas, cependant, les sociétés d'État. C'est pourquoi Mme Francis a pu lire: «seulement les appels d'offre de sociétés ayant leur principale place d'affaires au Québec seront acceptés». Cette pratique est également vraie pour les autres provinces.

Mme Francis s'en prend également aux règlements québécois qui empêchent la mobilité du travail dans le secteur de la construction. C'est vrai que les ententes patronales-syndicales, qui régissent le secteur de la construction, donnent la priorité aux travailleurs de la région où se fait le chantier.

Mais cela existe pour toutes les régions du Québec et non seulement aux frontières de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. L'article ne mentionne évidemment pas que des pratiques semblables existent en Ontario, où elles sont toutefois gérées par les syndicats.

Mme Francis se garde également de mentionner que les États-Unis ont pris des représailles contre les pratiques commerciales de l'Ontario dans le secteur de la bière alors que le Québec a déposé une proposition satisfaisante pour les Américains.

Elle oublie que l'Ontario refuse de signer depuis longtemps une entente sur l'abolition des barrières sur le vin qui forcerait l'Ontario Liquor Board à donner aux vins embouteillés au Québec le même traitement que celui qui est accordé aux vins étrangers. Les Ontariens achètent du vin Kressman embouteillé en France et non celui qui est embouteillé au Québec.

Mme Francis exagère, il faut le dire, l'impact des barrières interprovinciales. La Commission MacDonald concluait: l'analyse économique indique de façon nette que les distorsions au commerce interprovincial ont peu d'effets sur les coûts de production.

Plus récemment, le gouvernement fédéral écrivait dans son document «La compétitivité mène à la prospérité»: «Les ententes inter-provinciales conclues après des années d'efforts commencent à être mises en oeuvre, éliminant ainsi les obstacles aux achats publics de biens, aux pratiques de commercialisation de la bière ainsi que des produits alimentaires et agricoles».

Maintenant que des accords ont été conclus pour faire disparaître les barrières, il faut, comme le souhaite Mme Francis, que toutes les provinces ajustent leurs pratiques administratives en conséquence. Le Québec doit, bien sûr, repenser une politique encore axée sur l'achat chez nous. Mais l'Ontario doit aussi agir. Ses méthodes camouflent souvent des pratiques discriminatoires de la part des services gouvernementaux.

En conclusion, le recours à des mesures de rétorsion est à la fois injustifié et inopportun. Les premiers ministres doivent plutôt mettre en place un mécanisme fédéral-provincial qui assurera le suivi et la mise en oeuvre des accords sur l'abolition des barrières.

MICHEL AUDET

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:  
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef:  
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:  
DENIS CLICHEPrésident et Éditeur:  
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:  
ANDRÉ FORGUESDirecteur de l'édition:  
MICHEL AUDET

## LA CANADIENNE DE L'ANNÉE



## Laval ne peut s'abstenir

Que l'université Laval soit choquée du piètre rang que lui accorde la revue *Maclean's*, on le comprend. Qu'elle veuille faire des mises au point auprès de la revue ou dans le grand public, on le concevrait également. Mais qu'elle prenne comme résolution d'ignorer désormais les demandes de ce magazine, voilà qui ne saurait constituer une réponse adéquate. Laval avait d'ailleurs reconnu l'an dernier, avec plus de réalisme, que les absents ont tort et même se donnent tort.

Laval est également tentée de pourfendre la méthodologie de la revue torontoise. Le recteur Michel Gervais n'a d'ailleurs même pas attendu de lire la soixantaine de pages concoctées par *Maclean's* pour permettre d'en faire publiquement la démolition.

La promesse était peu rapide; la tenir ne réglerait rien. La réaction souhaitable ne consiste pas, en effet, à démontrer savamment les lacunes méthodologiques de l'enquête torontoise, qui sont d'ailleurs nombreuses, ou à en boudier les prochaines éditions. La réponse adéquate passe par la mise au point d'une évaluation plus rigoureuse, mais tout aussi publique. C'est à cela que Laval et ses conseillers devraient s'employer.

Car là se situe le noeud de l'affaire: dans la nécessité pour les établissements universitaires de donner à l'opinion publique des garanties convaincantes de leur excellence. Et j'insiste sur le fait qu'il s'agit, oui, bel et bien, de convaincre l'opinion publique, non d'obtenir l'aval d'un quelconque cercle de spécialistes.

J'entends d'ici les protestations scandalisées. On me dira, bien sûr, que le bon peuple des non-instruits n'a pas ce qu'il

Laurent

LAPLANTE



fait pour jauger correctement le rendement universitaire. Ou l'on affirmera qu'il n'est tout simplement pas possible d'évaluer quelque chose d'aussi qualitatif et d'aussi impénétrable que l'excellence universitaire. Ou l'on se rabattra sur les innombrables évaluations auxquelles les universités sont soumises de la part de diverses confréries savantes qui sont, elles, contrairement au commun des mortels, aptes à prononcer verdict.

Tout cela, qui mêle d'ailleurs vérité et sophisme, suffisance et sincérité, ne saurait pourtant faire oublier que, nonobstant la difficulté de l'exercice, l'université d'aujourd'hui doit rendre au public des comptes plus intelligibles et plus précis. Rien ni personne ne parviendra plus à escamoter cette obligation.

Comme le nucléaire, comme la protection de l'environnement, comme les politiques de santé, secteurs complexes eux aussi, l'activité universitaire doit reconnaître aux «gens ordinaires» le droit de savoir comment se comportent ceux qui dépendent son argent. Invoquer la complexité du domaine pour éviter cette reddition de comptes n'a plus grand-chose de convaincant.

Il est d'ailleurs étonnant, pour utiliser un euphémisme, que des établissements universitaires qui enseignent aux autres à évaluer toutes choses soient si peu loquaces

quand vient le temps d'établir leur propre bilan en termes intelligibles. Il est également étonnant que les universités tardent autant à envahir le champ de l'évaluation qualitative qui devrait pourtant constituer leur fief.

Dans le vaste domaine des communications, par exemple, les universités n'ont guère raffiné jusqu'à maintenant l'évaluation qualitative des médias. Quant à elles, les agences de publicité ont inventé depuis une éternité tout ce qui leur est nécessaire pour quantifier l'écoute, la rétention, la saturation des messages commerciaux.

Cette lenteur des universités à assurer dans nos sociétés un regard critique, des perspectives proprement culturelles et une évaluation qualitative à comme rançon qu'elles sont elles-mêmes frappées aujourd'hui par d'injustes évaluations de type quantitatif. Elles n'ont cependant qu'elles-mêmes à blâmer si d'autres évaluations font toujours défaut.

Dans le cas de l'université Laval, la mise au point d'une évaluation qualitative s'impose d'autant plus que, jusqu'à tout récemment, toute l'administration de l'établissement relevait de la communauté universitaire elle-même. Il se peut que cela ait valu à Laval une excellente gestion; on admettra cependant que cela enlève une certaine crédibilité au jugement que Laval peut porter sur elle-même.

La situation a commencé à se modifier lorsque, sous l'impulsion du recteur Gervais, Laval a intégré à son conseil d'administration une série d'administrateurs de l'extérieur. Sur cette lancée, Laval doit maintenant dire sur quoi elle entend être évaluée par le public.

Fernande Blanchet  
Québec

## Un renouvellement

Le consensus du peuple québécois, au lendemain de la commission Bélanger-Campeau, était une réforme en profondeur de la constitution.

Que cette réforme se fasse à l'intérieur ou à l'extérieur de la «coquille», le Canada n'a pas réellement d'importance, même si une majorité de Québécois penchent pour la première solution.

Comme il ne faut pas, de toute façon, compter sur les dinosaurs fédéralistes purs et durs du PLQ: les Bourassa, les M.-Y. Côté et les Ryan, pour réaliser cette réforme en profondeur (on vient d'en avoir la preuve), comme

seule l'option souverainiste du PQ n'arrive pas à atteindre les 50% dans l'opinion publique, et comme il serait illusoire de voir Jean Allaire et Mario Dumont rallier le PQ, le temps est venu pour la création d'un nouveau parti politique au Québec ayant pour programme le renouvellement en profondeur de la constitution.

De la même manière que le Bloc Québécois s'est articulé autour de Lucien Bouchard siègeant, dans un premier temps, comme indépendant à la Chambre des communes, le PRP (Parti pour le renouvellement en profondeur) pourrait s'articuler autour de Jean-Guy St-Rock, ancien député libéral de Drummondville qui siège désormais comme indépendant, suite à l'accord de Charlottetown.

Ce nouveau parti, avec un départ 15 à 20% du vote libéral en sa faveur et le PQ qui devra, un jour ou l'autre, négocier avec un allié québécois une forme de souveraineté pourront alors mener à bien les espérances des québécois. Quel formidable poids aurait ce parti dans l'éventualité d'une élection minoritaire, ce qui plus que probable à trois, en ayant la «balance» du pouvoir.

Jean-Paul Agnard  
Ste-Anne-de-Beaupré

## Votre Opinion

## Il y a des bon gars!

En réponse à Mme Mariette Lamoureux, déçue du manque d'implication des «honnêtes représentants de la gent masculine» face à la violence faite aux femmes et aux enfants dans notre société d'aujourd'hui: oui, cela existe, des gars qui se tiennent debout!

Chère madame Lamoureux, comme je vous comprends! La violence masculine faite aux femmes, je l'ai subie au moins trois fois dans ma vie (en dehors de ma famille, heureusement). Et croyez-moi, chaque fois, c'est elle qui est venue à ma rencontre et je n'ai pas couru après.

La dernière fois, je me suis fait agresser en plein jour, sur un stationnement public, par un inconnu qui voulait s'enfuir avec les clés de mon automobile. Une demi-douzaine de spectateurs assistèrent à la scène sans bouger.

«Ils croyaient avoir affaire à une scène de ménage et ne voulaient pas se mêler de ce qui ne les regardait pas», ont-ils expliqué à la police par la suite.

Moi qui avais toujours conseillé à ma famille et à mes amis de ne pas risquer leur vie pour défendre un bien matériel, je me suis alors battue comme une déchainée sans penser au risque

encouru: c'était mon intégrité qui était violée et que je défendais! J'ai ensuite eu peur de sortir seule, même durant la journée, et cela pendant des mois...

Moi aussi, j'ai été révoltée et amère durant longtemps devant «l'indifférence, la lâcheté et la faiblesse» de mes contemporains masculins.

J'en connais personnellement plusieurs qui n'hésitent pas à sacrifier temps et énergie pour entraîner des jeunes filles et garçons à travailler ensemble à des projets communs dans un climat de paix et avec un profond respect mutuel.

Des hommes qui, par leur façon d'agir avec les femmes, préchent par l'exemple en adoptant ce comportement égalitaire que nous, les femmes, désirons tant vivre avec eux.

Des hommes avec qui une femme se sent libre d'être elle-même, intellectuellement, émotionnellement et physiquement. Non seulement, des compagnons d'armes mais aussi de vrais amis, sur qui on peut toujours compter et ce, sans arrière-pensée. Je pourrais même vous en nommer plusieurs!

Ils ont entre dix-huit et soixante-dix-sept ans. Non seulement croient-ils à la valeur de l'«auto-discipline» (maîtrise de soi) pour

tous les humains, mais ils ne craignent pas de prôner publiquement la confiance, la coopération, l'écoute et la fraternité entre les sexes.

Pour ces hommes convaincus, il existe d'autres moyens que la violence pour régler les conflits entre les individus.

Le plus extraordinaire, c'est que ces gars et ces femmes qui les accompagnent dans leur implication bénévole quotidienne (les animatrices scouts et guides) - sont d'abord et avant tout des gens d'action. Ils vivent pleinement ce à quoi ils (et elles) croient dans leurs milieux respectifs, à la mesure de leurs moyens. Et si vous portez attention, vous verrez que leur attitude diffère de celle de leurs concitoyens.

Mais, comme on nous l'a enseigné dans notre jeunesse, «la foi peut transporter les montagnes», n'est-ce pas? En tout cas, moi, depuis que je les connais, maintenant, j'y crois! Et j'ai retrouvé l'espoir d'un monde meilleur, pour nous tous ensemble, ici et maintenant.

Micheline Breton  
Association Gilwell-Québec Inc.

## Les Soeurs

Je suis parfaitement d'accord avec le témoignage de Mme

Marie Caron «Dites un beau merci aux Bonnes soeurs» publié en page A-16 du Soleil de samedi le 31 octobre 1992.

Oui, Enfants de Duplessis ou seriez-vous allés si les Soeurs ne vous avaient pas recueillis? Dans ma famille nous sommes tous passés (sept) par l'orphelinat au décès de notre mère. Notre père n'a pas pu compter sur les oncles et les tantes excepté pour celle d'un an et demi, une exception fut faite pour les jumeaux qui avaient trois ans, l'âge réglementaire étant cinq ans.

L'idéal c'est de grandir au sein d'une famille. Mais quand ce n'était pas possible, dû aux circonstances, heureusement que les orphelinats étaient là pour prendre la relève. Ce n'était pas si parfait que ça dans certaines familles comme le souligne Mme Caron.

Est-ce mieux dans les hôpitaux et les écoles depuis que les religieux et religieuses n'y sont plus? Est-on mieux soigné et mieux éduqué? Les malades et les élèves reçoivent-ils de meilleurs soins ou une meilleure éducation de la part des garde-malades ou des professeurs?

J'invite donc les orphelins de Duplessis à pardonner. Auriez-vous fait mieux si les rôles avaient été renversés, vous les Soeurs et elles les orphelins?



**Bill Clinton, encore sociable!**

Le président élu Bill Clinton tente de mener une vie normale pour ses derniers jours à Little Rock, mais il s'habitue mal à la nuée de journalistes et d'agents de sécurité qui le suivent partout.

Selon le directeur de l'Unesco

**À chacun sa démocratie**

TUNIS, (AFP) - Le directeur général de l'Unesco, l'Espagnol Federico Mayor, a déclaré hier à Tunis que la démocratie était « un concept et non pas un modèle » et que chaque pays devait « sculpter sa propre démocratie ».

« Établir la démocratie comme un modèle préalable pour obtenir le soutien des pays les plus industrialisés ne correspond pas seulement à un manque de lucidité, c'est immoral. C'est une forme de chantage », a affirmé M. Mayor.

Arrivé à Tunis la veille, M. Mayor a tenu à souligner l'interdépendance qui existe entre démocratie et développement, thèse que défend également le président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali.

Le directeur général de l'Unesco a dit accorder plus d'importance aux valeurs qui fondent la démocratie, et dont l'apprentissage se fait surtout à l'école, qu'à la démocratie formelle, qui ne s'improvise pas et ne s'exporte pas.

Le patron de l'Unesco a d'autre part averti, faisant allusion aux affaires de corruption, à la xénophobie et au racisme notamment que les pays occidentaux eux-mêmes n'étaient pas à l'abri de « certaines dérives qui pervertissent les rouages de la démocratie. »

**Nos élèves en témoignent**



**MIREILLE DELISLE**  
orthophoniste

\*Pour moi, L'École des Ursulines de Québec, c'est la fierté d'appartenir à une oeuvre historique et pourtant bien actuelle. C'est aussi l'héritage d'une tradition d'enseignement engagé, de qualité supérieure et la chaleur d'une maison baignée des rires de plusieurs générations de jeunes filles. Je suis profondément attachée à cette école qui m'a vue apprendre et grandir et je la retrouve encore avec grand plaisir.

**EXAMENS D'ADMISSION**

● Pour le cours secondaire: les 28 novembre et 5 décembre 1992  
● Pour le cours primaire: le 9 janvier 1993

Réservez votre place 692-2612



**JE VOYAGE PARADIS**  
**VARADERO**  
CLUB PLAYA GIRON  
**499\$** 1 sem.  
FORMULE TOUT INCLUS

**Voyages Paradis**

**BEAUPORT** 666-1616  
**CHARLESBOURG** 627-0911  
**LEVIS** 833-6823  
**NEUFCHÂTEL** 842-4455  
**STE-FOY** 659-6650  
**SILLERY** 688-1813  
**VANIER** 681-0178

**AGENTS EXTERIEURS**  
**BAIE-ST-PAUL** 435-3545  
**LES ESCOUMINS** 233-3236  
**ST-RAYMOND** 337-7952

**EN REGION**  
**ALMA** 668-3078  
**EDMUNSTON** 735-4704  
**JONQUIERE** 547-6645  
**LA MALBAIE** 665-3030  
**YAMACHICHE** 296-3203

**ERRATUM**

Journal Voyages Paradis, Novembre 1992, Vol. 1, No 2, distribué les 7 et 8 novembre.

**Page 1**  
SPÉCIAL DE NOËL À NIAGARA  
La date est du 11 au 13 décembre.

**Page 4**  
MIRABEL TOURS

**CUBA** 1 sem. **1 119\$**  
Super Club Varadero à partir de 2 sem. **1 769\$**

**COSTA RICA**  
3, 10, 17, 24 janvier  
1 sem. 2 sem.  
**IRAZU (San José) 799\$ 999\$**  
**GAVIOTAS (Jaco Beach) 799\$ 1029\$**

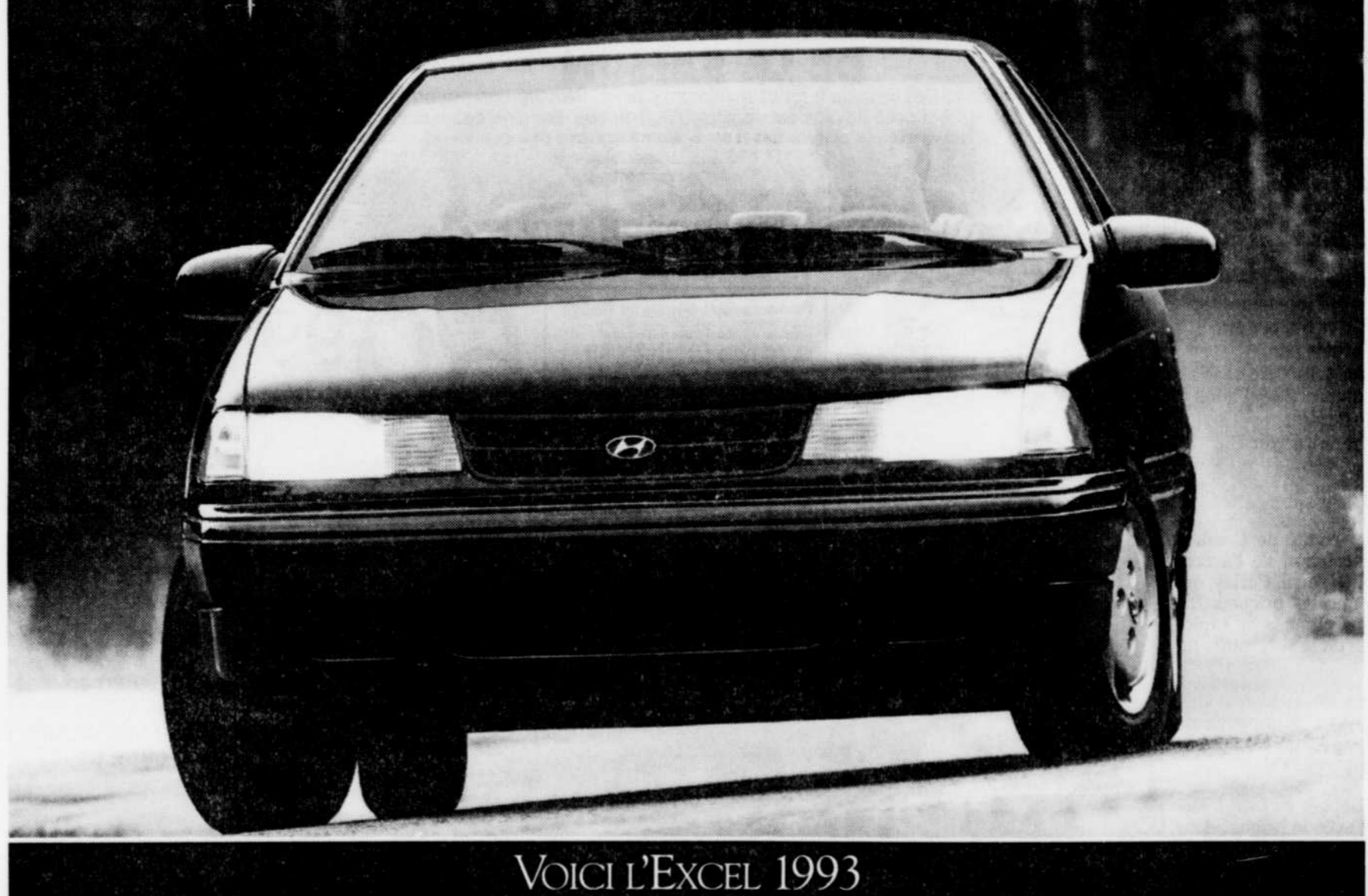
*Nous nous excusons de ces inconvénients.*

**LONGS SÉJOURS**  
VOYAGEURS AVEC MALADIES PRÉEXISTANTES, STABILITÉ MINIMUM REQUISE, 60 JOURS GÉNÉRALEMENT ACCEPTÉS

**M. Charles Paradis**, président de Voyages Paradis, a le plaisir de vous annoncer que **M. INGO BENEKE** s'est joint au personnel de Voyages Paradis au 10265 boul. de l'Ormière NEUFCHÂTEL

PERMIS DU QUÉBEC

**Pourquoi payer le gros prix pour profiter de l'équipement d'une voiture de qualité importée?**



**VOICI L'EXCEL 1993**

L'Excel 1993 est équipée comme c'est pas possible : télécommande du coffre et du volet de réservoir... direction à crémaillère... freins servo-assistés... pneus radiaux Michelin ceinturés d'acier... L'espace nous manque pour vous en donner la liste complète.

L'Excel vous offre tout plein d'équipement standard que vous ne retrouvez pas dans des voitures qui coûtent beaucoup plus cher. Et en plus de ça, elle vous offre un intérieur spacieux, un moteur fringant, une silhouette moderne et l'une des meilleures garanties de l'industrie.

Faut-il s'étonner qu'il se soit vendu autant d'Excel au Québec et dans toute l'Amérique du Nord?

Voyez votre concessionnaire Hyundai sans tarder! Hyundai assemble des voitures à Bromont, Québec.

À PARTIR DE 7995 \$\*



\* P.D.S.F. Excel CX 3 portes à partir de 7995 \$. Immatriculation et taxes en sus. Renseignez-vous auprès du concessionnaire sur les frais de transport et de préparation. Le concessionnaire peut vendre moins cher.

- |  |  |  |  |   |   |
|--|--|--|--|---|---|
| <p><b>St-Foy Hyundai</b><br/>2650, Dalton<br/>St-Foy 654-9292</p> <p><b>Hyundai St-Georges</b><br/>105 55, 1ère Avenue<br/>St-Georges Est<br/>Comté de Beauce 228-8814</p> <p><b>Porlier Automobiles Inc.</b><br/>100, Napoleon<br/>Sept-Îles 962-1828</p> | <p><b>Automobiles Lévis Ltée</b><br/>144, rte. Kennedy<br/>Lévis 833-7140</p> <p><b>Cité Hyundai</b><br/>150, boul. Taché ouest<br/>Montmagny 248-7877</p> <p><b>Gaspésie Auto Inc.</b><br/>Route 132<br/>Bonaventure ouest<br/>Bonaventure 534-2191</p> | <p><b>M. Lessard Ltée</b><br/>659, boul. St-Joseph<br/>Québec 623-5471</p> <p><b>Rivière-du-Loup Hyundai</b><br/>289, Témiscouata<br/>Rivière-du-Loup<br/>862-8144</p> <p><b>Automobiles des Îles</b><br/>1199 Chemin Lavernière<br/>Cap-aux-Meules, Québec<br/>986-5566</p> | <p><b>Luxoto Inc.</b><br/>484, Côte Joyeuse<br/>St-Raymond<br/>1-800-463-3818</p> <p><b>Rimouski Hyundai</b><br/>375, boul. Ste-Anne<br/>Pointe-au-Père<br/>724-2231</p> <p><b>Garage Jean-Roch Thibeault</b><br/>909 MGR de Laval<br/>Baie-St-Paul<br/>435-2379</p> | <p><b>Hyundai Laurier Station</b><br/>164, boul. Laurier<br/>Laurier Station<br/>728-4044</p> <p><b>Garage C. L. Auto Inc.</b><br/>163, boul. LaSalle<br/>Baie Comeau<br/>296-8824</p> <p><b>Centre Hyundai</b><br/>1605 boul. Henri Bourassa<br/>Québec 522-3738</p> | <p><b>Ruby Auto Inc.</b><br/>2272, rue Notre-Dame Nord<br/>Thetford Mines 338-4665</p> <p><b>Automobiles Hyundai Matane</b><br/>1560 du Phare Ouest<br/>Matane 562-4444</p> |
|--|--|--|--|---|---|

Hyundai s'implante chez nous pour mieux nous servir

# Delors veut des sanctions contre les États-Unis

LONDRES, (AFP et Reuter) - Le président de la Commission européenne, Jacques Delors, s'est déclaré favorable à des sanctions contre les États-Unis en représailles de la surtaxe de certains produits européens prévue par Washington.

Dans une interview publiée hier par le Sunday Times, M. Delors ajoute: «Je suis favorable à des sanctions pour bien montrer notre fermeté» dans les négociations du GATT.

«Nous devons défendre les intérêts de tous les pays, particulièrement nos sociétés de services, nos fermiers et les salariés de l'agriculture», a ajouté M. Delors, qui se trouvait à Londres vendredi et samedi.

Après l'échec des négociations de Chicago sur le commerce agricole, l'administration américaine a décidé d'imposer le 5 décembre une surtaxe douanière de 200% sur certains produits européens importés, notamment les vins blancs.

La France, la plus touchée, est favorable à des mesures de rétorsion, mais la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont refusé ce choix, souhaitant calmer le jeu pour éviter une guerre commerciale. Selon les autorités françaises, au moins trois autres pays seraient favorables à des contre-mesures.

Soucieux d'éviter une redoutable guerre commerciale transatlantique, les ministres des Affaires étrangères des Douze exhorteront aujourd'hui les États-Unis à reprendre les négociations pour parvenir à un accord au GATT.

Cette volonté d'apaisement, déjà affichée ce week-end par les

ministres du Commerce extérieur des Douze, évitera dans l'immédiat à la Communauté européenne d'étaler ses divisions sur l'opportunité de riposter aux sanctions américaines.

Le délai d'un mois fixé par Washington avant la mise en oeuvre des mesures de représailles, décidées après l'échec mardi dernier des pourparlers de Chicago, laisse une porte ouverte.

Le ton est plus prudent du côté américain. «Je dois conclure un accord honorable, responsable (...) Nous n'en sommes pas là du

tout», a souligné le secrétaire à l'Agriculture, Edward Madigan.

Les diplomates européens se tournent vers le nouveau président américain, qui entamera son mandat le 20 janvier.

Les Douze sont persuadés que Bill Clinton ne souhaite pas hériter d'une guerre commerciale déclenchée par George Bush.

Ce mois de répit est également bienvenu pour la cohésion entre les Douze, déjà mise à mal par les péripéties de la ratification du traité d'Union européenne de Maastricht.



M. Jacques Delors

# L'OLP joue dur

(Reuter et AFP) — L'OLP a durci sa position sur les négociations de paix israélo-arabes, qui reprennent aujourd'hui à Washington, en refusant que les Israéliens gardent le contrôle des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza pendant la période transitoire prévue pour durer cinq ans.

c'est un État palestinien», a-t-il souligné.

M. Kaddoumi précise que les territoires occupés doivent être placés sous la supervision des Nations unies dans l'année qui suivra un éventuel accord de paix.

«S'il doit y avoir une période de transition, elle doit être supervisée par les Nations unies afin que le pouvoir soit transféré au peuple palestinien», a-t-il dit.

Cette nouvelle session de pourparlers devrait être la dernière avant l'entrée en fonction du nouveau président américain Bill Clinton le 20 janvier 1993.

Le président élu affiche des sympathies pro-israéliennes et a vivement critiqué, avant son élection, le régime syrien.

«Le mot 'autonomie' ne figure pas dans le dictionnaire de l'OLP», a déclaré Farouk Kaddoumi, «ministre des Affaires étrangères» de la centrale palestinienne. «Nous rejetons le plan d'autonomie. Nous le rejetons. Nous n'accepterons qu'une chose.

Dimensions	Sears ord. ch.	Soldé, ch.
P145/80R12	89.99\$	49.99\$
P155/80R13	79\$	54.99\$
P165/80R13	83\$	56.99\$
P175/80R13	86\$	60.99\$
P185/80R13	90\$	64.99\$
P175/70R13	82\$	64.99\$
P205/70R14	93\$	74.99\$
P205/70R15	95\$	76.99\$
P215/70R15	97\$	81.99\$
P185/75R14	89\$	68.99\$
P195/75R14	92\$	71.99\$
P205/75R14	95\$	74.99\$
P185/70R14	87\$	67.99\$
P195/70R14	90\$	69.99\$
P205/75R15	97\$	77.99\$
P215/75R15	100\$	81.99\$
P225/75R15	102\$	84.99\$
P235/75R15	108\$	94.99\$

GARANTIE CONTRE L'USURE 85 000 km

## RABAIS 40\$-55\$

### GUARDSMAN RESPONSE XL À NOTRE PLUS BAS PRIX DE LA SAISON

Pneu radial toutes saisons à robuste ceinture d'acier. Procure une performance supérieure à celle de plusieurs des meilleurs pneus d'origine des autos.

## RABAIS 20% PNEUS RADIAUX ROADHANDLER<sup>MD</sup> GLACE ET NEIGE

### RIEN QUE 59<sup>99</sup>

P155/80R12



**Pneu radial Glace et Neige**  
Deux ceintures d'acier sur carcasse en polyester pour bonne tenue de route et durabilité. Séries 70, 75 et 80 à un flanc blanc. L'autre noir, sauf pneu P155/80R12 à flancs noirs.

Dimensions	Sears ord. Ch.	Ch.
P155/80R12	74.99\$	59.99\$
P155/80R13	81.99\$	65.99\$
P165/80R13	84.99\$	67.99\$
P175/80R13	89.99\$	71.99\$
P185/80R13	94.99\$	75.99\$
P185/75R14	95.99\$	76.99\$
P195/75R14	99.99\$	79.99\$
P205/75R14	103.99\$	83.99\$
P205/75R15	107.99\$	86.99\$
P215/75R15	112.99\$	90.99\$
P225/75R15	119.99\$	95.99\$
P235/75R15	128.99\$	103.99\$
P175/70R13	84.99\$	67.99\$
P185/70R13	89.99\$	71.99\$
P185/70R14	94.99\$	75.99\$
P195/70R14	96.99\$	77.99\$
P205/70R14	99.99\$	79.99\$

**Radial performant Glace et Neige**  
Pneu radial performant à code-velocité H 210 km/h. Ceinture repliée en aramide Kevlar™ sur ceinture en acier pour durabilité. La sculpture varie selon les dimensions. Lettres en relief (selon le logement différente de l'illustration)

P185/60HR14	124.99\$	99.99\$
P195/60HR14	132.99\$	106.99\$
P215/60HR14	141.99\$	113.99\$
P195/60HR15	137.99\$	110.99\$
P205/60HR15	141.99\$	113.99\$
P215/60HR15	144.99\$	115.99\$
P215/65HR15	137.99\$	110.99\$

**Centre de l'auto SEARS**

## RABAIS 12\$ BATTERIES D'AUTO DIEHARD<sup>MD</sup>

Garantie de 66 mois y compris remplacement gratuit de 20 mois. Ord. 99.99\$. Ch. 87.99\$

† Détails complets de la garantie chez Sears

**CHEZ SEARS!**  
Pose de pare-brise et autres vitres d'auto...  
Un service rapide et efficace!

**RENSEIGNEZ-VOUS!**  
LES CENTRES DE L'AUTO SEARS PEUVENT EFFECTUER DES REPARATIONS MECANIQUES LE MERCREDI, JEUDI ET VENDREDI SOIR AINSI QUE LE SAMEDI, PENDANT QUE VOUS MAGASINEZ!

Prix en vigueur jusqu'au samedi 14 novembre 1992, sauf avis contraire, dans la limite des stocks disponibles.

# ABRI D'AUTO SEARS

## SUPER PRATIQUE, ÉCONOMIQUE ET SIMPLE À INSTALLER!



Abri d'auto en toile de Fabrine de luxe 12/12 laminée des deux côtés. Modèles avec porte à l'avant et à l'arrière, fenêtre de chaque côté. Monture en acier galvalum 1 1/8" avec barre de raccord 7/8". Choix de plusieurs dimensions. Non identique au modèle illustré

MODELES À PRIX ÉCONOMIQUE

No 68109. 10' x 15'8". **599<sup>99</sup>** Ch.

No 68112. 10' x 19'6". **649<sup>99</sup>** Ch.

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

# 22 millions pour un Bic qui explose

BRISTOW, Oklahoma (AP) - Trois enfants qui jouaient avec un briquet Bic et qui ont été grièvement brûlés par l'explosion présumée de ce briquet ont obtenu 22 millions de dollars de dommages-intérêts que devra payer Bic Corp.

Le jury du comté de Creek a suivi l'argumentation de l'avocat des enfants, Me Terrill Corley, qui avait plaidé que les briquets Bic restent parfois allumés et explosent en raison de la surchauffe du butane.

Les avocats de la société Bic, basée à Milford (Connecticut) interjetteront appel du verdict, selon un porte-parole.

William, Debbie et David Balthis jouaient avec le briquet dans une chambre au domicile de leurs grands-parents le 2 février 1988. Ils ont été brûlés aux premiers, deuxième et troisième degrés sur un tiers du corps.

«Nous pensons qu'il existe des preuves accablantes indiquant que Bic n'est pas en faute (...) Ce terrible accident est dû aux parents et grands-parents qui ont failli à leur tâche de ne pas laisser briquets et allumettes hors de portée des enfants.»

Des témoins ont raconté que des allumettes et une trentaine de briquets avaient été retrouvés dans la maison dans des endroits accessibles aux enfants, a rappelé la société Bic.

Me Corley a déclaré qu'en d'autres circonstances des briquets Bic ne s'étaient pas éteints mais n'avaient pas explosé.

**SEARS**  
vous en avez pour votre argent... et plus

- SATISFACTION OU REMBOURSEMENT
  - SERVICE APRES-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA
  - LA CARTE DE CRÉDIT NO 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA
  - LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE DIEHARD, CRAFTSMAN
- Les mentions "Ord." ou "État" de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770. Brossard: 465-1000. LaSalle: 364-7310. Laval: 682-1200. Pointe-Claire: 694-8815. St-Bruno: 441-6603. Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861. Lévis: 833-4711. Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222. Arthabaska: 357-4000. Chicoutimi: 549-8240. Drummondville: 478-1381. St-Jean: 349-2651. St-Jérôme: 432-2110. Sherbrooke: 563-9440. Sorel: 746-2508. Trois-Rivières: 379-5444. St-Georges de Beauce: 228-2222. Copyright Canada, 1992, Sears Canada Inc.

Tous les articles ou dimensions de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.

## UN ACHAT TRÈS SPÉCIAL! MARLIN PEUT VOUS L'OFFRIR...

Storm Hatchback

Tout nouveau

Venez l'essayer, c'est exclusif chez Marlin.

# GEO STORM 92

## Spécial 9 595\$\*

Prix de détail 14 800\$

Rabais très intéressants

NOUS AVONS LE CHOIX ET LES MEILLEURS PRIX

Votre concessionnaire GM tout près de la cité universitaire

**MARLIN** Geo  
Chevrolet Oldsmobile Inc.  
c'est grandement accueillant!

2145, boul. Charest Ouest, Québec  
688-1212